Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



n°221
15 décembre 2025
p.a.f 1 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Pour des luttes de grande ampleur !

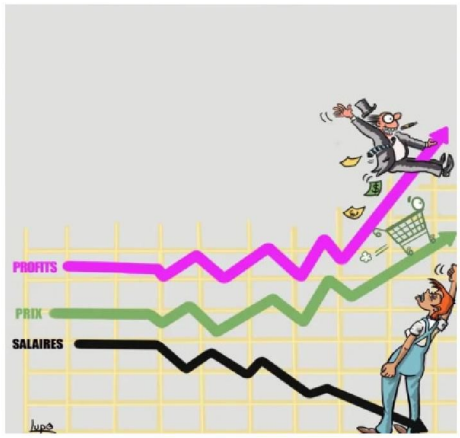
En un an, le prix de la viande de bœuf a augmenté de 17%, celui du café de 16%. La hausse des prix continue et les salaires, les pensions et les allocations ne suivent pas. Avec la fin d'année qui approche, la période des fêtes n'inspire bientôt plus que l'angoisse des factures et des passages à la caisse !

Mais il n'y a aucune raison de s'y résigner. L'appauvrissement des travailleurs n'a rien de naturel. Il contribue à l'enrichissement des millionnaires et milliardaires. Selon Oxfam, la richesse cumulée des milliardaires de l'Union européenne a augmenté de plus de 400 milliards d'euros sur seulement la première moitié de l'année 2025 !

Mais malgré les bénéfices records, les riches actionnaires n'en ont jamais assez et ferment des usines, licencient, et suppriment des emplois par dizaines de milliers. Tout le monde connaît autour de lui, un ou plusieurs proches qui ont perdu leur emploi ces dernières années ! Et les travailleurs du secteur public et non-marchand n'échappent pas aux destructions d'emplois qu'imposent les mesures d'austérité.

Tous ceux qui avaient un travail il y a encore un an ou deux, et qui l'ont perdu depuis, sont en plus visés par les expulsions des allocations de chômage imposées par le gouvernement. Le but est de pousser les travailleurs à accepter les salaires les plus bas et les pires conditions de travail, tout en réduisant les budgets sociaux !

Comme si la cause du chômage ce n'était pas les licenciements et le manque d'embauche !



Les 100.000 emplois prétendument « disponibles sur les réseaux sociaux » et dont les médias ont fait tant de bruit : qui en a déjà vu la couleur ? Personne ! Cette annonce n'était rien de plus qu'une campagne de propagande pour justifier l'exclusion des chômeurs, et la chasse aux malades de longue durée !

Les capitalistes et leurs politiciens cherchent à diviser les travailleurs. Et l'expulsion des allocations de chômage ainsi que la « remise au travail » des malades de longue durée vont de pair avec le gel des salaires au-delà de 4.000 € brut, la hausse des accises sur le gaz, la réforme des pensions des fonctionnaires et des cheminots… Mais à force, tout le monde est attaqué et a intérêt à s'unir pour se défendre !

En fait, toutes les mesures d'austérité ont le même but : faire payer aux travailleurs la hausse des profits capitalistes, en faisant travailler plus pour gagner moins.

Pourtant c'est l'inverse qu'il faudrait faire. Prendre sur les profits des banques et des multinationales pour financer les embauches, les hausses de salaires et les services publics qui sont utiles à la population.

Or, une telle politique, aucun politicien qui postule pour le gouvernement n'est prêt à la poursuivre… La prétendue « taxe sur les plus-values » négociée par Vooruit n'est encore qu'un écran de fumée. Cette taxe ne touchera que les petits spéculateurs, la loi offrant aux millionnaires et aux milliardaires toutes les largesses juridiques pour éviter d'être taxé.

Les politiciens prétendument de « gauche », comme ceux du PS et de Vooruit, tout comme les dirigeants syndicaux, sont dans le fond d'accord avec Pierre Wunsch, le gouverneur de la Banque Nationale de Belgique, quand il déclare « *Si on veut que l'industrie lourde survive en Europe, il faudra soit des soutiens massifs, soit des politiques protectionnistes, voire les deux en même temps* ». Cela revient à subsidier l'industrie avec des taxes payées par la population !

Tous se soumettent aux intérêts capitalistes alors que la guerre

économique fait rage au niveau international. L'Union européenne subit de plein fouet la concurrence des États-Unis. Récemment le président du Conseil européen estimait même que l'UE était « *menacée d'interférence politique* » par son allié américain qui favorise la montée de l'extrême droite en Europe.

Les USA ont effectivement décidé de faire payer l'Europe pour enrichir les capitalistes américains et se préparer à un futur affrontement avec la Chine. La hausse des droits de douanes, tout comme l'exigence par l'Otan de l'augmentation des budgets militaires des pays européens sont les deux faces d'une même politique !

Les travailleurs n'ont pas intérêt à se ranger derrière les intérêts des capitalistes, et cela qu'ils soient américains ou européens. Tous font payer à la population, et en particulier aux travailleurs, la hausse de leurs profits !

Pour mettre un terme à l'appauvrissement des travailleurs, aux reculs des conditions de vie et de travail, tout comme pour mettre un terme à la guerre économique, il est nécessaire que les travailleurs se préparent à défendre leurs emplois et leurs salaires.

Finalement, pour mettre fin à la guerre de classe et à la guerre capitaliste qui menace la terre entière, il n'y aura pas d'autre choix que de renverser le capitalisme ! Et cela, seule la classe ouvrière peut le faire.

Patronat et gouvernement nous mènent la guerre sociale

Les ministres précisent les détails d'un nouveau paquet de mesures anti-ouvrières ! Récemment, toute une série de réformes visant à accroître l'exploitation et à renforcer le patronat ont été dévoilées. Si ces mesures sont appliquées, elles vont non seulement faire baisser les salaires et précariser encore plus les emplois, mais elles vont aussi accroître le déficit de l'État et aggraver le chômage !

L'enfer des heures supplémentaires « volontaires »

Dès le mois d'avril, le nombre d'heures supplémentaires prétendument « volontaires » autorisées passera de 220 à 360 heures par an. Dans l'Horeca, où la situation était déjà aggravée, il passera de 360 à 450 heures.

Ces heures supplémentaires, qui n'ont de « volontaires » que le nom, sont un véritable fléau dans les mains des patrons. Elles ne requièrent aucune justification particulière et n'imposent aucun repos compensatoire. Par ailleurs, pour être instaurées, elles ne nécessitent qu'un accord entre patron et salarié signé tous les ans. Autrement dit, elles permettent au patron de se passer de l'accord de la délégation syndicale et de les imposer directement au travailleur isolé.

Ces heures supplémentaires « volontaires » plaisent d'autant plus au patronat que le gouvernement subsidiera les 240 premières : celles-ci seront défiscalisées, les travailleurs toucheront le brut des heures supplémentaires, ce qui permettra au patron de ne pas payer de sursalaire !

Sous certaines conditions, ces heures pourront même être imposées pour les travailleurs à temps partiel !

Les ministres facilitent les licenciements !

Le gouvernement prévoit la réinstauration de la période « d'essai » pour toute nouvelle embauche. Abrogées en 2014 lors d'une négociation avec les syndicats, cette clause « d'essai » autorisera le licenciement durant les six premiers mois du contrat moyennant une seule semaine de préavis.



En réintroduisant la période d'essai, le gouvernement ne facilite pas seulement les licenciements, il donne aux patrons un nouveau moyen de faire pression sur les nouveaux embauchés !

Généralisation des flexijobs

Les ministres ont également approuvé la généralisation des « flexijobs » à l'ensemble des secteurs public et du privé !

Les flexijobs sont ces contrats destinés aux pensionnés et aux salariés engagés par ailleurs à minimum 4/5e d'un temps plein. Les patrons en raffolent car, pour ces

Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.
Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

contrats, les cotisations sociales (ONSS) sont limitées. Depuis leur création en 2015 pour le secteur de l'Horeca, le patronat n'a cessé d'exiger du gouvernement qu'il généralise la mesure. Les gouvernements successifs s'y étaient déjà employés et le gouvernement Arizona a mis la touche finale !

Des contrats de 3h/semaine !

Le gouvernement prévoit aussi de généraliser et d'aggraver l'emploi à temps partiel. Concrètement, les ministres veulent étendre la possibilité pour les patrons d'embaucher pour quelques heures par semaine seulement !

Ce genre de contrat existe déjà dans plusieurs situations mais le gouvernement veut encore assouplir les règles : « *les gérants pourront engager un travailleur pour quelques heures par semaine, avec un minimum de trois heures* » , explique un consultant en ressource humaine interviewé par le journal patronal L'Echo.

Le gouvernement permet au patronat de généraliser l'embauche à temps partiel… mais pour vivre un salaire partiel ne suffit pas !

Le gouvernement veut accroître l'exploitation

Ces dégradations des conditions de travail et d'embauche vont de paire avec l'exclusion du chômage ! La menace du chômage sera encore empirée par la généralisation des flexijobs, du temps partiel, et du travail étudiant, tout comme le retour de la mise à l'essai !

C'est une politique pro-patronale et anti-ouvrière qui a pour but d'augmenter la pression pour faire accepter les pires conditions de travail et les pires salaires ! Qui peut croire qu'un embauché à « l'essai » pourra refuser d'être « volontaire » aux heures supplémentaires demandées par son patron ?

Préparer le déficit budgétaire de demain

En multipliant les heures supplémentaires défiscalisées, les contrats à cotisation sociale limitée (comme les flexijobs ou les contrats étudiants), le gouvernement aggrave encore le déficit public ! Les ministres prétendent que l'État doit dépenser moins, mais ils multiplient les cadeaux au patronat ! Pour les financer, ils prendront encore sur les allocations, sur les pensions et sur le financement des services utiles à la population !

Le travail de nuit tue !

Les ministres se sont finalement accordés sur la réforme du travail de nuit. Il n'existe dorénavant plus d'interdiction du travail nocturne pour l'ensemble des secteurs en Belgique.

Un recul politique important

Il s'agit d'un recul important. Jusqu'ici, le travail de nuit ne pouvait être autorisé qu'à titre exceptionnel. Cela n'empêchait pas le patronat d'y exposer plus de 500.000 travailleurs — soit un sur dix — régulièrement. Désormais, le travail de nuit pourra être imposé dans tous les secteurs, sans aucune restriction.

Perte de salaire dans la distribution et le commerce

Le travail sera généralement considéré comme « de nuit » si la prestation est effectuée entre 20h et 6h. Néanmoins le gouvernement a prévu un régime spécifique pour la distribution et le commerce où le travail ne sera rémunéré comme étant « de nuit » qu'entre 23h et 6h du matin (le projet initial prévoyait minuit-5h). Cela représente une perte de salaire allant jusqu'à plusieurs centaines d'euros par mois !

Danger pour la santé

Les effets néfastes du travail de nuit sur la santé sont bien connus. Il réduit de cinq à huit ans l'espérance de vie et augmente les risques de cancer, de maladies cardiovasculaires, d'hypertension, de diabète, ainsi que de troubles psychologiques comme la dépression.

Le travail de nuit est bien sûr nécessaire dans certains secteurs, comme les soins de santé, les



transports publics, les services de secours, les télécommunications, l'énergie, ou certaines productions ininterrompues. Il devrait être compensé par des temps de repos supplémentaires.

Mais dans la majorité des cas, le travail de nuit est dicté par la seule logique du profit. Les patrons veulent rentabiliser au maximum leurs machines, entrepôts et usines : jour et nuit — peu importe les conséquences sur la santé des travailleurs.

S'opposer aux licenciements !

Alstom, Leen Bakker, Agfa-Gevaert, Ladbrokes… Les annonces de licenciement continuent de tomber comme des couperets. Il y avait déjà eu 10.000 licenciements et suppression d'emplois rien que dans l'industrie en Belgique en 2024, et 2025 menace d'être encore pire ! A ce chiffre il faut encore ajouter les licenciements dans les PME. 17% d'entre elles ont annoncé des licenciements d'ici la fin de 2025 selon SD Worx, une entreprise de consultance en ressources humaines.

Cette vague de suppression d'emplois et de licenciements est loin de s'arrêter aux frontières de la Belgique, rien qu'en Union européenne des centaines de milliers d'emplois ont été supprimés dans l'industrie.

Les rats quittent le navire

Les capitalistes ne cessent de justifier les licenciements par la crise économique, mais cela ne les empêche pas de faire des profits monstrueux. Quand les grands actionnaires sentent qu'une de leurs activités devient moins rentable, ils en retirent un maximum d'argent, avant de laisser mourir l'entreprise… Et laisser les travailleurs sur le carreau.

C'est le cas dans les secteurs qui connaissent une concurrence accrue depuis quelques années, comme la métallurgie ou la chimie. Dans ces deux secteurs, de nombreux actionnaires se sont versé plus de dividendes qu'ils n'ont fait de profits, car ils vident les caisses de l'entreprise qui ne leur rapporte pas assez. Pour reprendre les chiffres du journal L'Echo pour l'année 2024, Alstom Belgique a versé 106 millions de dividendes alors qu'ils n'ont fait que 17 millions de bénéfices, ExxonMobil a versé 1,3 milliards de dividendes pour 780 millions de bénéfices ou BASF Antwerpen a versé, entre 2022 et 2024, 8,3 milliards de dividendes pour 2,13 milliards de profits.

Ces énormes transferts d'argent précédaient des restructurations brutales pour les travailleurs. Chez Alstom, ce sont 150 travailleurs qui sont licenciés, 337 chez ExxonMobil et BASF prévoit de supprimer 600 emplois d'ici 2028. Au point que Jim Ratcliffe, le CEO de la multinationale de la chimie Ineos, a déclaré en parlant du secteur de la chimie à Anvers que « *la moitié des industries qui se trouvent ici auront disparues dans dix ans* »… C'est plus de 40.000 emplois qui sont ainsi menacés !

Licencier pour s'engraisser

La plupart des licenciements se font dans des entreprises qui réalisent ou ont réalisé des profits immenses. Et souvent avec l'aide de l'État, qui leur offre des centaines de milliards de subventions.

Agfa-Gevaert, une entreprise qui produit des pellicules photos et de l'imagerie médicale, supprime 145 postes en plus des 470 déjà supprimés. L'entreprise a pourtant contribué à enrichir de nombreuses grandes familles capitalistes, comme la famille d'André Geysen dont les enfants sont aujourd'hui centi-millionnaires et sont à la tête de la multinationale minière Umicore. Ou l'entreprise de paris sportifs Ladbrokes qui licencie 76 travailleurs, alors que sa maison mère, Entain, vient d'annoncer qu'elle prévoyait pour 2025 un bénéfice de 1,3 milliards de dollars.

Leen Bakker, une chaîne de magasins de meubles, s'est déclarée en faillite, condamnant au chômage 250 travailleurs. Mais cette prétendue faillite est préparée depuis des années par le fonds d'investissement Gilde Equity Management qui a racheté l'entreprise en 2017. Ils ont ainsi retiré 25 millions d'euros de dividendes de l'entreprise en 2019, et 7,5 millions supplémentaires en 2022, alors que la chaîne ne faisait qu'autour d'un ou deux millions d'euros de bénéfices par an…

Ces profits ont été obtenus sur le dos des travailleurs qui sont aujourd'hui licenciés. Mais il n'y a pas de raison d'accepter que ce soient les travailleurs qui paient pour les profits des capitalistes ! Il faut aller chercher l'argent là où il est !





L'État comme vache à lait

Face à la crise, les patrons exigent des milliards de subventions pour relancer leurs entreprises. Le CEO du géant de la construction Etex, Bernard Delvaux, affirmait par exemple dans l'Echo du 18 octobre, en parlant de l'industrie en Belgique : « *Le déclin n'a pas commencé avec la guerre en Ukraine. Il a démarré il y a vingt, trente ans, et a été compensé par de la dépense publique excessive, et l'accumulation de dette, dont les limites sont aujourd'hui évidentes. […] La Belgique doit suivre les grands pays européens dans leur* "quoi qu'il en coûte" *pour sauver son industrie.* »

Et ce discours ne se limite pas à la sphère patronale. Tous les partis, du Vlaams Belang aux Engagés et même le PTB, sont d'accord, à quelques nuances près, avec l'idée qu'il faut « *soutenir l'industrie belge* ». Pour reprendre les mots de Raoul Hedebouw dans un débat avec le patron de la FEB dans Le Soir du 26 novembre : « *Sur l'idée qu'il faut renforcer notre économie, je suis vraiment d'accord avec vous. Un défi stratégique est en cours aujourd'hui quand on voit que le taux de croissance en Europe est à 0,9 %, là où la Chine fait 5 %, les Etats-Unis, 2,9 %. On a un problème sur le développement économique de notre pays. Mais ce que je ne partage pas avec vous, c'est que les conditions des travailleurs – qu'elles soient salariales ou à flexibilité – sont la solution; ça, je ne suis pas d'accord. L'important, c'est que l'Europe doit investir stratégiquement, notamment dans son indépendance énergétique. Et désolé, mais les investissements massifs nécessaires pour être indépendants stratégiquement, ils ne peuvent venir que de l'État.* »

Mais compter sur l'État pour sauver des emplois, que ce soit par des réglementations ou des aides massives aux entreprises, c'est se tirer une balle dans le pied ! Car la plus grande partie des fonds dont dispose l'État viennent de la poche des travailleurs!

Les milliards versés par l'État aux grosses entreprises n'ont jamais empêché un capitalistes de licencier un travailleur, ils servent surtout à gonfler les coffres-forts des capitalistes ! Les cadeaux de l'État font au contraire augmenter la dette publique, et servent de prétexte à couper dans les budgets des services utiles à la population, comme la santé ou l'enseignement… et à y licencier, comme cela est en train d'arriver dans les communes ou dans des médias comme BX1.

Et accepter de marcher dans la logique de la concurrence avec la Chine et les États-Unis, ce que fait Hedebouw, est dangereux. C'est en utilisant la menace de la concurrence étrangère que les capitalistes belges cherchent à faire accepter aux travailleurs tous les sacrifices, les baisses des salaires… le sacrifice des jeunes sur les champs de bataille. Car la guerre commerciale se transforme en guerre tout court quand les capitalistes en ont besoin.

L'État contre les travailleurs et les chômeurs

Au contraire, les mesures des gouvernements successifs visent systématiquement à faciliter l'exploitation des travailleurs.

Le ministre Clarinval vient, par exemple, de faire passer une loi pour limiter la durée du préavis de licenciement à un an. Et l'augmentation du budget de la police, que le ministre Francken veut équiper de carabines FN 303 « non létales », va aussi se retourner contre tous ceux qui se battent pour sauvegarder leur emploi. Les travailleurs de l'usine Audi à Forest ont pu en faire l'expérience lorsqu'ils ont été expulsés à coup de matraques de l'usine par des policiers alors qu'ils y manifestaient pacifiquement, lors de la fermeture de l'usine.

C'est encore les gouvernements qui traquent les travailleurs licenciés au chômage, qu'ils soient de gauche, comme le gouvernement Di Rupo (PS) en 2012, ou de droite comme le gouvernement actuel.

Ces mesures ne servent nullement à « remettre au travail » les chômeurs, comme le prétendent les membres du gouvernement. Des emplois, aujourd'hui, il n'y en a pas suffisamment pour tous les chômeurs. Ce sont bien les capitalistes qui sont responsables du chômage, eux qui peuvent décider, d'un claquement de doigt, d'embaucher ou de licencier des milliers de travailleurs, pour faire toujours plus de profits !

Gand : non aux suppressions d'emplois !

La ville – gouvernée par une coalition Vooruit, Open-VLD et Groen – poursuit sa politique d'austérité. La commune cherche à faire 120 millions d'économies sur six ans. Récemment, le conseil communal a dévoilé un plan d'économies visant à réduire les dépenses de 1,5 millions d'euros dans des services communaux.

Les coupes principales toucheront le personnel administratif et technique. Plus de 42 emplois à temps plein seront supprimés.

En juillet déjà, 150 travailleurs de différents services communaux (voirie, espaces verts) s'étaient rassemblés devant l'Hôtel de Ville pour dénoncer les mesures d'austérité.

La situation financière de Gand, comme de nombreuses autres villes, est, entre autres, le résultat de dizaines d'années de transferts de responsabilités, du fédéral ou des régions, vers les communes insuffisamment financées et les milliers d'exclusions du chômage qui arriveront au CPAS. Et pendant ce temps, les subsides du fédéral aux grandes entreprises n'ont cessé d'augmenter. Ce n'est ni aux travailleurs, ni aux habitants de payer !

Saint-Josse : grève contre l'austérité

Les travailleurs de la commune et du CPAS de Saint-Josse à Bruxelles ont fait grève le 9 décembre. Ils dénoncent la décision de la commune de ne pas leur verser leur prime de fin d'année cette année, décision annoncée à trois semaines de la toucher !

Ils réclament aussi des garanties sur le paiement des chèques repas en 2026.

Sous prétexte de budget en déficit, la commune fait des économies sur le personnel communal, ses revenus ainsi que les services à la population.

Contrats ALE : un mépris scandaleux !

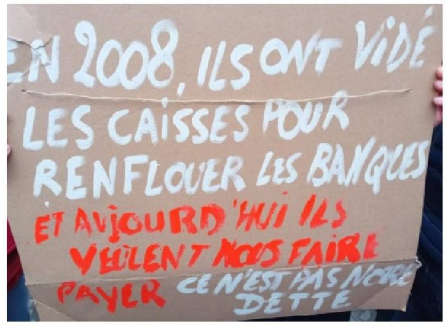
Travailler pour 200 € par mois ? Voilà ce que propose le ministre libéral Jeholet aux chômeurs privés d'allocations de chômage ! Grand seigneur, il change les règles des Agences Locales pour l'Emploi afin de les autoriser à leur accorder des contrats ALE, payés 4,5 € de l'heure, normalement réservés aux chômeurs indemnisés ou ceux qui perçoivent un Revenu d'Intégration Sociale.

En réalité, les bourgmestres MR et Engagés comptent, comme les autres, sur ces emplois sous payés pour répondre aux besoins des écoles, des crèches, des services d'aide à domicile ou des administrations. Le fonctionnement de ces secteurs s'améliorera un peu, mais la misère augmentera.

Auparavant, les gouvernements justifiaient les bas salaires des contrats ALE sous le prétexte que c'était un complément à une indemnité de chômage. Voilà l'indemnité supprimée, mais les 4,5 euros de l'heure restent !

Belfius : histoire d'une vache à lait pour capitalistes

Le gouvernement vient de confirmer la vente de 20% des parts de la banque Belfius, aujourd'hui à 100 % dans les mains de l'État. Cette vente va rapporter gros aux futurs actionnaires qui vont s'emparer de 1/5ème de la



propriété d'une banque qui rapporte plus d'un milliard de bénéfices par an.

Et ce n'est pas la première fois que Belfius est privatisée. En 1996, son ancêtre le Crédit Communal est privatisé dans la vague de privatisations présidées par le gouvernement PSC/CVP (aujourd'hui Les Engagés/CD&V) et PS/SP (aujourd'hui Vooruit), et en particulier par Elio Di Rupo (PS), alors vice-premier ministre et ministre de l'économie.

La privatisation rapporte gros aux actionnaires, et le Crédit Communal, devenu Dexia, s'envole à la bourse dans les années suivantes. Mais la banque s'effondre lors de la crise de 2008. Le gouvernement va verser 5,5 milliards d'euros pour la refinancer, puis 4 milliards supplémentaires pour la racheter en 2011, bien au-dessus de son prix, la renommant Belfius. Cette nationalisation, et les milliards versés pour sauver les capitalistes de la crise, auront fait exploser la dette belge qui augmente de 20% durant ces années.

Les communes, qui avaient gardé des parts dans Dexia, vont payer le prix fort. Elles refinancent Dexia avec de l'argent emprunté à… Dexia ! La dette du « holding communal » (détenu par les communes) qui détient une partie de Dexia passe de 183 millions en 2004 à 1,6 milliards en 2008.

Pour arrêter cette folie, il n'y a qu'une solution : exproprier les banques et les soumettre au contrôle démocratique de la population… qui a déjà largement payé le prix d'achat !

Les travailleurs réagissent

Mercredi 10 et jeudi 11 décembre, des manifestations ont eu lieu à Namur, Bruxelles et Liège pour dénoncer les attaques du gouvernement fédéral.

Namur 11/12

Plus de 1.500 personnes issues du secteur de l'insertion socioprofessionnelle, ainsi que des demandeurs et demandeuses d'emploi, ont manifesté ensemble. Ces travailleurs dénoncent des coupes budgétaires qui entraînent déjà des licenciements dans le secteur et qui risquent de provoquer la disparition de plus de 50 filières de formation.

Alors que le gouvernement fédéral limite les allocations de chômage dans le temps, de nombreux travailleurs seront face à encore plus de difficultés pour retrouver un emploi.

À cela s'ajoute une réforme prévoyant l'interdiction d'une aide financière fédérale dans le secteur des titres-services, touchant de plein fouet les travailleurs les plus précaires.

Bruxelles 11/12

C'est l'enseignement supérieur néerlandophone qui s'est mobilisé. Près d'un millier d'étudiants, de professeurs et de chercheurs flamands ont manifesté, rejoints par des représentants de l'ULB et du collectif francophone « Université en colère », venus exprimer leur solidarité avec leurs collègues néerlandophones.

Les manifestants protestaient contre la hausse des minervals, le durcissement des règles de finançabilité, la baisse des budgets de la recherche, ainsi que la réforme des pensions. Aujourd'hui, plus de 1. 000 emplois sont menacés dans l'enseignement supérieur.

Liège 10/12

La veille, des travailleurs de l'enseignement secondaire s'étaient rassemblés pour dénoncer l'augmentation du temps de travail dans le degré supérieur, la suppression de classes, la réduction des heures et l'alourdissement de la charge administrative.

Bruxelles 15/12

Une nouvelle manifestation des travailleurs dépendant de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) contre les coupes budgétaires. Sont notamment concernés l'enseignement, les crèches, les animateurs, les éducateurs, ainsi que le personnel logistique, administratif et technique.

S'unir pour se renforcer !

Tous les travailleurs sont menacés par les mesures d'austérité du gouvernement et inquiets face à l'avenir que cette société nous propose.

Pour être plus forts et se renforcer, il faudra lutter collectivement et élargir le mouvement, en allant s'adresser aux travailleurs d'autres secteurs, en discutant avec les enseignants de l'école voisine, les travailleurs de la crèche du quartier, de l'administration ou de l'entreprise d'à côté, qui auront peut être également manifesté la veille ou la semaine dernière !

Il faut un mouvement aussi important qu'en 1960-61.

Seule une mobilisation large et d'ampleur, et surtout une organisation des travailleurs par eux-mêmes, dirigeant leurs propres luttes, pourra imposer un rapport de forces capable de faire reculer le gouvernement.

Et demain, ces mobilisations devront aller jusqu'à un renversement du capitalisme, seule perspective permettant de sortir l'humanité de la barbarie vers laquelle les capitalistes et leur personnel politique sont en train de nous entraîner.

Grève des conducteurs à la STIB



Le vendredi 12 décembre, la CGSP a appelé les conducteurs de bus et de tram de la STIB à se mettre en grève afin de protester contre la fermeture des cafétérias et des restaurants dans les dépôts du réseau. De nombreux délégués et conducteurs ont organisé des piquets pour empêcher la sortie des transports en commun des dépôts de tram et de bus de Bruxelles jusqu'au début de l'après-midi.

Les grévistes dénoncent : « *La cafétéria, c'est l'occasion de prendre un café et de discuter avec les collègues au début du service* » ; « *J'habite à la campagne. Quand j'ai une pause durant mon service, je n'ai pas le temps de rentrer chez moi. Comment vais-je faire pour manger sans le restaurant du dépôt ?* ». Un conducteur s'inquiète : « *Et pour les hommes et les femmes de ménage ? Eux aussi, ils ont besoin de manger !* ».

Par ailleurs, des conducteurs dénoncent la vétusté des rames de métro MX. Ils alertent leurs collègues et les usagers sur le sous-investissement qui les met en danger en continuant à faire circu-

ler des métros trop vieux et en mauvais état, ce qui provoque de nombreuses pannes, des incidents techniques et même des incendies.

C'est dans l'ensemble des services publics que les économies sont faites au mépris des besoins des travailleurs et de la population. Les attaques des capitalistes contre les travailleurs du privé se multiplient aussi : les licenciements pleuvent, notamment chez Alstom, Agfa, etc.

Pour maintenir leurs profits gigantesques, les capitalistes et les gouvernements à leur service font payer les travailleurs. Seule une lutte collective des travailleurs du public et du privé permettrait de se défendre ensemble et de rendre, collectivement, les coups au grand patronat.

Nos lecteurs nous écrivent

Lettre d'un psychologue

Jusqu'ici, les services de santé mentale étaient restés en retrait des manifestations et des grèves.

Les mesures de l'Arizona se sont cependant révélées si inquiétantes que la possibilité même d'exercer leurs fonctions d'accueil, d'accompagnement et de soutien risque d'être mise à mal. Pour la première fois dans certains centres de santé mentale, des piquets ont été organisés, et, parmi ceux qui n'étaient pas sur le piquets, certains arboraient un bandeau « en grève », expliquaient leurs revendications aux patients et leur distribuaient un tract.

Les services de santé mentale se sont donc mobilisés lors des récents jours de grève afin d'alerter sur différents points.

Les malades de longue durée : les remises au travail forcées, les pénalisations prévues en cas de non collaboration mettent notamment en danger le temps nécessaire au travail psycho-social, en outre, apparaît le risque d'atteinte au secret médical.

Les chômeur.euse.s : la limitation du droit au chômage, la diminution des indemnités, entraînent le public dans des situations de plus en plus précaires qui ont des conséquences importantes sur la santé mentale. Les services, déjà saturés, ne sauront plus suivre et questionnent de telles mesures qui apparaissent comme des emplâtres sur une jambe de bois là où un changement sociétal radical devrait être mis en œuvre.

Les réfugié.e.s et demandeur.euse.s d'asile : la diminution des places en centre d'asile, la diminution de l'accès aux aides sociales, le durcissement du droit d'asile parallèlement à des politiques guerrières tant territoriales qu'économiques (dont les mesures de l'Arizona font partie) mettent à la rue des familles entières, souvent avec des enfants en bas âge. Les services de santé mentale spécialisés ne reçoivent plus l'aide nécessaire notamment pour permettre l'intervention d'interprètes et établir un lien soutenant avec ces familles.

Les femmes et minorités : Les inégalités se creusent. 69% des maladies de longue durée pour burn-out et dépressions touchent des femmes, en outre, les périodes assimilées sont menacées pour les cotisations des retraites. Ce manque de considération est dénigrant et a des effets culpabilisants qui rendent les accompagnements plus longs et plus difficiles sans que les questions de genre, de rapport au travail, de violence ne puissent être posées et prises en compte.

Les travailleur.euse.s : Du côté des travailleurs, plein de questions se posent sur l'attitude à tenir quant au soutien à apporter à la population quand le service déborde et qu'il faut refuser de l'aide. S'ajoute à cela le gel de l'indexation des salaires, les coupes dans les pensions, le malus en cas de pension anticipée.

Echos des bulletins d'entreprise

Colruyt

C'est calme ? Alors on se calme.

Les volumes de production annoncés en briefing sont moins élevés que d'habitude et on se le dit : c'est calme.

Certains collègues sont renvoyés chez eux après quelques heures parce que la production est déjà faite. Et même, des intérimaires perdent leur boulot.

Pourtant, les cadences ne baissent pas ! Si c'est calme, une raison de plus de prendre le temps. Car travailler tous pour travailler moins… gagner plus et les actionnaires toucher moins… c'est ça qui serait un progrès !

L'Âge de Glace 7 : le temps du capitalisme

Au DV (Diepvries): un froid artificiel malsain.

Dehors: un froid humide qui pénètre tous les pores.

Chez soi : un froid aggravé par les prix et les taxes sur l'énergie.

Les capitalistes accumulent des profits en brûlant nos salaires.

Il serait temps de faire fondre leurs profits, pour qu'on puisse tous se chauffer !

Où sont nos salaires de luxe ?

Bornes de recharge électrique DATS24, gamme gastronomique Cru-Cuit, vins de niche, steaks maturés… Colruyt soigne sa fibre premium.

Reste un « détail » : il nous manque le salaire premium qui va avec.

Car qui peut s'offrir une voiture électrique ou remplir son frigo de produits « gastronomiques » ? Certainement pas les ouvriers et employés du groupe !

Le paradoxe salarial

Colruyt n'est pas une exception. Tous les patrons veulent des salaires bas.

Mais tous veulent aussi des clients qui ont les moyens d'acheter leurs produits.

À force de vouloir le beurre, l'argent du beurre et la main-d'œuvre sous-payée, le capitalisme organise sa propre impasse. Il est temps de le renverser !

Saint-Radin

Vu le prix des chocolats et des mandarines, ce n'est pas avec les 35 euros chèque-surprise qu'on a pu gâter les enfants.

Et encore, les « chèques-surprises » ne peuvent être dépensés que dans le groupe Colruyt, et Dreamland pour les jouets des enfants n'en fait plus partie

« L'esprit de famille » de Colruyt se compte en paroles gratuites, pas en chiffres comme on sait.

Chemins de fer

Sérial-exploiteurs

Les nouvelles séries du personnel roulant vont être appliquées. Des nouvelles prestations de nuit, des prestations avec plus de temps de roulage, ... Voilà comment la direction s'y prend pour augmenter le nombre de trains sans personnel supplémentaire.

Si elle veut plus de trains, elle n'a qu'à embaucher.

La direction voit double

Le système TIM pour l'entretien des trains désorganise les ateliers et ne marche pas. Après des mois, la direction s'en est finalement aussi rendu compte… Elle nous a pondu un système qui n'a rien de nouveau : elle veut passer à deux équipes en journée. Mais au lieu d'embaucher une nouvelle équipe, elle veut diviser l'équipe actuelle en deux... Deux demi-équipes… une première étape avant de faire faire à une seule ce qui était avant fait par deux ?

Et il faudrait qu'on accepte ça ?!

Pourquoi a-t-on fait grève ?

Nous étions nombreux en grève les 24, 25 et 26 novembre pour montrer notre désaccord face aux mesures du gouvernement : le recul de la pension, les attaques contre le statut, ... Moins de la moitié des trains ont roulé et beaucoup d'ateliers étaient à l'arrêt ou au ralenti.

Les conditions de vie et de travail de tous les travailleurs sont menacées par l'austérité et c'était ce que dénonçaient tous les travailleurs en grève !

Dénoncer ne suffit pas !

Voilà des dizaines d'années que les partis de droite comme ceux qui se disent de gauche votent réformes après réformes, mesures d'austérité après mesures d'austérité… Les conditions de vie et de travail reculent sans cesse ! Et les petits ajustements obtenus par les directions syndicales ne réussissent pas à empêcher le recul général des conditions de vie !

Et cela s'accélère ! Il faut trouver les moyens de s'y opposer, de défendre nos intérêts !

Voter à gauche est une impasse !

Ce serait refaire confiance à des ministres comme Di Rupo qui dit lui-même qu'il a imposé des mesures d'austérité entre 2011 et 2014… avec le soutien des directions syndicales !

La seule perspective des politiciens qui se disent de gauche est la même que celle des dirigeants syndicaux : négocier, une dégradation « moins pire » de nos conditions de vie et de travail.

Mais de « moins pire » en « moins pire », toutes les mesures finissent par s'appliquer et on n'évite pas le pire !

Pour se défendre, il faut faire tache d'huile !

C'est ce que les capitalistes et les politiciens craignent : que les travailleurs mobilisés deviennent de plus en plus nombreux, de plus en plus conscients de leurs intérêts communs et de leur force. En fait, les capitalistes craignent un mouvement de masse qui conteste leur pouvoir, conteste leur propriété sur les entreprises.

Tant que l'on reste une minorité, « bloquer l'économie », même trois jours, ne fait pas peur aux capitalistes, ils n'ont pas mal au portefeuille : ils sont milliardaires ! Et les profits qu'ils ne font pas aujourd'hui, ils savent qu'ils les feront demain…

Notre force c'est notre nombre !

Lors de la grève, aucun rassemblement général n'était prévu. La grève était organisée de sorte que chacun reste chez soi ou sur son piquet de grève ou, dans le meilleur des cas, à des rassemblements « par secteur ».

Pourtant, lors de la manifestation du 14 octobre, on s'était senti renforcés d'être rassemblés à plus de 100.000 de beaucoup de secteurs.

Alors pourquoi pas de rassemblement général ou de manifestation cette fois-ci ? Les directions syndicales craignent-elles que l'on se retrouve encore plus nombreux que le 14 octobre ? Et que cela donne des idées de luttes plus déterminées ?

Des mots d'ordre pour s'unir !

Des mots d'ordre qui vont au-delà des revendications sectorielles, et qui aident à s'unir entre travailleurs de tous les secteurs, du public comme du privé. Mais l'idée de « *faire tomber le gouvernement* » propagé par la direction de la FGTB wallonne, ne renforçait pas la lutte.

Avec l'annonce de l'accord sur le budget le matin du 1er jour de grève, il est devenu clair que le gouvernement ne tomberait pas… La désillusion a participé à propager le découragement. Et le gouvernement le savait !

Cela viendra des travailleurs eux-mêmes !

Un jeune syndicaliste de la FGTB affirmait, en parlant de la manière dont les 3 jours de grève ont été organisés : « *C'est un plan qui fait partie des plus ambitieux parmi ceux que l'intersyndicale peut proposer.* »

Ça montre bien les limites des directions syndicales.

Leur monde impérialiste

La politique de l'impérialisme américain

Le 4 décembre, le gouvernement américain a publié sa National Security Strategy (Stratégie de sécurité nationale). Derrière la propagande et les effets d'annonce, ce document expose les priorités stratégiques de la première puissance impérialiste.

Au Moyen-Orient, après des décennies de guerres menées ou soutenues par les USA pour le contrôle des routes commerciales et des sources d'hydrocarbures, Washington cherche aujourd'hui à se désengager. Néanmoins, les États-Unis entendent continuer à contrôler la région en se servant d'Israël comme principal gendarme, tout en s'appuyant davantage sur des alliés régionaux.

Parallèlement, l'administration américaine réaffirme brutalement sa volonté de faire des Amériques sa chasse gardée, d'endiguer l'influence économique et politique de la Chine en Asie et en Amérique latine, de soutenir les partis d'extrême droite en Europe, et de transformer les guerres en cours - de l'Ukraine à la RDC - en opportunités de profits pour ses capitalistes nationaux. Loin d'un isolationnisme américain ou d'un « *président faiseur de paix* » cette stratégie assume une politique impérialiste agressive.

Amérique latine : chasse gardée américaine

« *Notre hémisphère* ». C'est ainsi que l'administration Trump désigne l'Amérique du Nord, centrale et du Sud. Cette formule est une mise à jour de la doctrine Monroe, proclamée en 1823. Les États-Unis se considèrent alors comme les seuls maîtres du continent américain et refusent toute présence de puissances concurrentes. À l'époque, il s'agissait de barrer la route aux empires européens ; aujourd'hui, la cible principale est la Chine, qui a développé des liens commerciaux avec des pays comme le Brésil, le Chili, le Pérou.

Le gouvernement américain veut contraindre l'alignement des



pays latino-américains sur ses intérêts, pour garantir le libre accès et la prééminence des capitaux et marchandises américains sur tout le continent. Pour y arriver, les États-Unis prévoient de renforcer leur présence militaire et navale et utilisent le prétexte de la « guerre contre les cartels » de la drogue pour justifier l'ingérence et la mise sous pression des États du continent.

Le Venezuela est l'exemple typique de cette offensive. Depuis plusieurs mois, l'État américain intensifie la pression et cherche à

renverser le président Nicolás Maduro. L'enjeu est clair : le pays possède parmi les plus grandes réserves d'hydrocarbures au monde. Depuis vingt-cinq ans, sous Chávez puis Maduro, les compagnies américaines ne contrôlent plus entièrement le secteur pétrolier, ce que le pouvoir américain n'a jamais accepté. En accusant Maduro d'être à la tête d'un cartel de la drogue, Trump et son secrétaire d'État Marco Rubio fabriquent un prétexte pour une intervention militaire.

Ce mensonge a déjà servi à justifier des frappes contre des embarcations en mer des Caraïbes et le déploiement massif de navires militaires américains au large des côtes vénézuéliennes. Le 10 décembre, un pétrolier vénézuélien a même été capturé par des soldats américains.

Trump entretient pour le moment l'incertitude sur une intervention militaire dans le pays. Quant à la population vénézuélienne, quelle que soit son opinion sur le régime autoritaire de Maduro, une intervention militaire américaine ne lui apportera que des bombardements, davantage de misère et un chaos encore plus profond.

Contenir la Chine et forcer l'ouverture de son marché

Dans leur National Security Strategy, les USA ciblent la Chine comme leur principal concurrent, dans plusieurs secteurs stratégiques, même si la Chine est encore loin de pouvoir contester la domination américaine.

L'objectif assumé de la bourgeoisie américaine est d'ouvrir beaucoup plus largement le marché chinois aux capitaux américains. La Chine a pu gagner, du fait de sa révolution nationale en 1949, des marges de manœuvres politique et économique vis-à-vis des États-Unis. Washington lui reproche de limiter l'accès à son marché. Sous couvert de dénoncer les subventions de l'État chinois et des « *pratiques commerciales injustes* » (que les États-Unis pratiquent eux-mêmes massivement), l'administration américaine exige leur suppression et pousse Pékin à « rééquilibrer son économie vers la consommation des ménages ». Les capitalistes américains ne se soucient évidemment pas du niveau de vie des travailleurs chinois mais ils veulent pouvoir faire plus de profits encore et y vendre leurs marchandises.

Sur le plan militaire, les États-Unis cherchent à contenir la Chine et à préserver leur domination en Asie. Pour cela, les USA continuent d'augmenter leur budget militaire, alors même qu'ils dépensent déjà plus de trois fois plus que la Chine.

Cette stratégie repose aussi sur le maintien du contrôle des chaînes d'îles qui entourent la Chine, notamment Taïwan, car elles permettent de maîtriser l'accès à certaines des voies commerciales les plus stratégiques du monde, au détriment de Pékin.

Dans les relations sino-américaines, ce n'est pas Pékin qui mène une politique agressive, mais bien les États-Unis, qui encerclent la Chine par un réseau de bases militaires et exercent un contrôle militaire sur les principales voies commerciales qui l'entourent.

Europe : Trump soutient l'extrême droite

L'État américain annonce un désengagement militaire progressif du continent européen afin de se recentrer sur le Pacifique et la confrontation avec la Chine. C'est ce qui a conduit Trump à exiger, en juin, que les États européens membres de l'OTAN portent leurs dépenses militaires à 5 % du PIB. Plus du double des dépenses actuelles de la Belgique par exemple.

Parallèlement, Washington cherche à s'appuyer sur des gouvernements européens alignés sur sa politique. L'administration Trump a ainsi annoncé son soutien à des partis d'extrême droite en Europe, comme il le fait déjà avec Orban en Hongrie, l'AfD en Allemagne, le Reform Party en Grande Bretagne et le RN de Marine Le Pen en France…



Guerre en Ukraine : place aux profits

Les États-Unis sortent renforcés de la guerre en Ukraine. L'armée et l'économie russes ont été affaiblies, tandis que les industries européennes ont souffert de la rupture avec le marché et le gaz russes et ont dû augmenter fortement leurs achats d'armes et de gaz naturel liquéfié américains.

Satisfait de ce résultat, après avoir encouragé l'Ukraine à rompre avec la Russie puis avoir soutenu la guerre (plus de deux millions de victimes), Washington affirme désormais vouloir « *stabiliser la région* ». En réalité, il s'agit surtout d'arrêter les combats pour rentabiliser leur mainmise sur l'Ukraine.

Les achats d'une grande partie des terres agricoles par des fonds d'investissement européens et américains, les accords d'avril sur les minerais ukrainiens, sur l'accès aux terres rares, aux minerais critiques, aux centrales nucléaires et aux marchés de la

reconstruction de l'Ukraine… doivent maintenant être rentabilisés. Dans le même temps, certains capitalistes américains et européens voient aussi en Russie de nouvelles perspectives de profits et poussent à une normalisation des relations avec Moscou.

Des faux plans de paix

En Ukraine, mais aussi en République Démocratique du Congo, au Cachemire, Trump se présente depuis le début de son mandat comme un « faiseur de paix », alors même qu'il dirige la plus grande armée du monde et poursuit une politique agressive sur tous les continents.

À Gaza, malgré les discours officiels, l'occupation et les bombardements israéliens se poursuivent, tandis que la population tente de survivre dans les ruines.

En Afrique, l'administration américaine reconnaît elle-même que ces initiatives servent en réalité à ouvrir des marchés et à obtenir des concessions minières : « *Les possibilités d'intervention [dans l'exploitation des ressources minières] incluent la négociation de règlements pour les conflits en cours (par exemple en RDC–Rwanda ou au Soudan), la prévention de nouveaux conflits* […] ». Le prétendu accord de paix entre la RDC et le Rwanda - alors que les massacres se poursuivent - a ainsi été accompagné de signatures d'accords favorables aux intérêts miniers américains dans la région.

Un ordre impérialiste à renverser

La politique agressive de l'impérialisme américain, comme celle des puissances impérialistes de second rang en Europe, multiplie les foyers de tension à travers le monde. Au Moyen-Orient, en Asie, en Afrique et en Ukraine, les conflits se développent et répondent aux mêmes intérêts capitalistes : l'accès aux matières premières et aux marchés. Face à ces rivalités, notamment entre USA et Chine, tous les États industriels se réarment à marche forcée et se préparent à des affrontements de plus grande ampleur.

Les travailleurs n'ont pas à accepter cette évolution. Aussi puissant que soit aujourd'hui l'impérialisme américain, sa domination repose sur l'exploitation d'une classe ouvrière toujours plus nombreuse, plus mélangée et plus connectée à l'échelle mondiale. Le jour où les travailleurs entreront à nouveau dans des luttes révolutionnaires, à coup sûr, ils ébranleront le monde.



Ils s'engraissent du sang des peuples

Selon les chiffres sortis début décembre, en 2024, les ventes des 100 plus grandes entreprises mondiales de l'armement ont augmenté de près de 4% à 679 milliards de dollars !

La moitié (334 milliards) concerne les entreprises américaines comme Lockheed Martin (64 milliards) dont le niveau de production est déjà très élevé, mais la progression la plus forte va aux fabricants d'armes en Europe (+36%) et au Japon (+40%). Thalès enregistre ainsi des ventes de 11,8 milliards (+11,3%), Rheinmetall, c'est 8,2 milliards (+46%).

Ces chiffres qui réjouissent les actionnaires et spéculateurs, se traduisent par des montagnes de cadavres à Gaza, en Ukraine, au Congo et ailleurs. Tandis que les économies sur nos pensions, sur le profs de nos enfants, sur les services et les emplois de nos communes partent engraisser les marchands d'armes !

Nés dans un berceau en or

En 2025, dans le monde des milliardaires, 91 personnes ont hérité 254 milliards d'euros.

91 travailleurs avec un salaire annuel de 50.000 euros devraient travailler chacun 55.824 ans pour gagner ensemble une somme pareille, tandis que les héritiers n'avaient qu'à naître. Et pourtant, la fortune des derniers, c'est le fruit du travail des premiers !



Suivez nous sur les réseaux : Lutte Ouvrière Belgique

Email:contact@lutteouvriere.be

Tel: 0470-18.82.39

Internet: www.lutte-ouvriere.be